Déclaration de boycott au CDEN du lundi 9 novembre 2026

Monsieur le Préfet,

Monsieur le Directeur Académique,

Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Nous avons décidé de boycotter cette instance.

Nous refusons de servir d'ornements à un simulacre de dialogue social.

Nous ne souhaitons pas subir le mépris souverain et le semblant d'écoute que l'on oppose depuis trop longtemps à nos alertes.

Notre Education nationale et les politiques mises en place répondent désormais inlassablement à une volonté de décourager élèves et enseignants, de les dévaloriser et de les mettre en difficulté.
La réalité est que nous sommes délaissés, dans une Ecole et une vocation pourtant sincère que l'Institution s'emploie à broyer.

Dès lors, comment peut-on encore tolérer de faire tourner toutes ces instances à vide, alors que nos revendications ô combien légitimes ne trouvent aucun écho?!
Jusqu'à quand, nous, syndicats, allons-nous être considérés comme des agitateurs qui n'ont rien de mieux à faire que de venir râler dans ces mêmes instances, agiter des drapeaux dans les rues et scander des revendications emplies de colères, mais juste vouées à demeurer vaines tant que vous refuserez, Monsieur le Préfet,

Monsieur le Dasen, d’être des relais efficaces de nos attentes et de nos besoins via les sphères intermédiaires que vous représentez?

Ainsi notre combat contre les attaques que subit l’Ecole sera à la hauteur de la violence institutionnelle qui est imposée à toute la communauté éducative, de même que notre volonté de nous mobiliser est - et sera - accrue par ce gouvernement qui se barricade derrière la répression.

La journée de grève massive du 5 novembre dernier en a été la démonstration éclatante.

La gravité de la situation actuelle est inédite et faire le choix de ne pas nous entendre est un choix irresponsable , une insulte lancée à l’Ecole de la République dont les conséquences risquent de faire date.

En effet, quand face à la détresse et aux revendications légitimes d’une jeunesse, le gouvernement choisit la pire des réponses, c’est à dire un déploiement sécuritaire et policier disproportionné aux abords des établissements. En préférant la dissuasion par la peur et la répression à l'écoute pédagogique, ce gouvernement déclare de fait la faillite du dialogue. Ce, alors que dans nos écoles, nos collèges et nos lycées, la réalité est devenue ingérable : trop de classes surchargées, un manque chronique de moyens, des équipes incomplètes, une politique d’inclusion maltraitante, le couperet inégalitaire de Parcoursup…pour ne citer que ces dysfonctionnements-là.

Les manœuvres dilatoires de nos politiques, tout comme les pseudo-concertations locales ne visent qu'à tenter d’ éteindre la contestation sans JAMAIS traiter le fond du problème.

Nous ne venons donc pas acter aujourd’hui la gestion de la pénurie dans une séance d’auto-satisfaction institutionnelle qui nous est toujours plus insupportable.

Tant que vous préférerez la surdité administrative à la justice sociale, vous prenez le risque que nos chaises restent vides dans vos instances, et que nos voix résonnent dans la rue.

Pour l’Ecole publique,

Pour l'argent public à l'école publique.

Les organisations syndicales et de parents d'élèves : FNEC FP FO, FSU, UNSA, FCPE.